

Billets d'Afrique Numéro 103 Mai 2002

Élections (suite)

Rendant hommage le 7 avril aux millions de victimes de la Françafrique, refoulées dans l'inconscient collectif français après celles de l'esclavage et de la colonisation, nous n'imaginions pas subir deux semaines plus tard le retour du refoulé : le ralliement d'un électeur français sur cinq à un leader politique (Le Pen ou Mégret) qui a axé sa carrière sur l'exploitation du mépris raciste.

Pour présider la République française, ne subsistent ainsi que deux candidats : l'ami des dictateurs néocoloniaux, associé au pillage de l'Afrique, et un fasciste xénophobe, complice des pires aventures mercenaires¹. Un cauchemar. Une alternative atterrante.

Conformément à sa vocation, l'association *Survie* a fait un choix politique : appeler à voter Chirac. La mort dans l'âme. Avec des pincettes, des gants, ou en tenue de deuil, peu importe. Entre la politique du pire et celle du moindre pire, nous choisissons la seconde. Assez souvent, malheureusement, la démocratie est le choix du moindre pire, parce que ni l'homme ni le peuple ne sont toujours les meilleurs.

Certains répudieront la voie électorale, par colère ou nostalgie : les résultats obtenus au XX^e siècle par ce genre de stratégie sont à notre avis dissuasifs. Ni la honte, ni le dégoût ne doivent, selon nous, faire lâcher la rampe de la démocratie. Nous appelons à voter Chirac au second tour pour mieux combattre ensuite sa politique africaine (entre autres), ce qui supposera aussi d'essayer de le priver d'une majorité parlementaire.

Pour justifier ce choix de réduire au maximum le risque et l'impact lepéniste, de noyer une victoire chiraquienne sous les bulletins adverses, beaucoup d'arguments ont été émis, à longueur d'éditoriaux et de communiqués. À ceux qui veulent jouer avec le feu, rappelons seulement l'une des dates les plus sinistres de l'histoire contemporaine : en 1933, c'est un vote démocratique qui a porté Hitler au pouvoir. Il ne paraissait pas pire que le bonhomme Le Pen aux yeux de quantité d'Allemands frustrés ou fascinés. Le Pen à l'Élysée, ou simplement doté d'un fort pourcentage de voix, c'est le retour du refoulé assuré dans les commissariats, une tolérance retrouvée pour les ratonnades et la torture, l'assurance d'un scénario à la yougoslave.

Le premier tour a montré une France crispée à l'extrême, proche de l'implosion politique. Loin de nous de sous-estimer ses difficultés intérieures et ses inégalités, mais bien des habitants de la planète, en Afrique notamment, aimeraient n'avoir que celles-là. Une telle crispation signale une profonde angoisse sociale face à la disparition des repères qui structuraient depuis plus d'un siècle le débat politique. Réclamer plus de justice, se battre pour cela, déborde aujourd'hui à l'évidence le cadre national, la solidarité entre enfants de la même patrie. Les Français le pressentent, mais ils redoutent de lâcher la proie pour l'ombre.

On ne combattra pas Le Pen et le néocolonialisme sans construire des biens publics à l'échelle mondiale – seuls moyens de réduire la misère, les guerres opportunistes, les déracinements contraints. *Survie* l'a anticipé². Il faut accélérer le mouvement, car la crise des références (l'affaiblissement des États nationaux) peut engendrer l'innommable. Il faut rendre toute leur attractivité, leur capacité de rassemblement, à des mots aussi vitaux que « bien », « public », « droit », « justice ».

Plus que jamais, l'originalité de notre combat civique, profondément politique, montre sa nécessité. Avec bien d'autres organisations, avec cette jeunesse aussitôt mobilisée³, nous aurons à prouver que tout le peuple français n'a pas perdu sa boussole ; nous aurons à désigner et refuser les discriminations, les agressions, les provocations que ce vote de défoulement peut déborder ; nous aurons à convaincre qu'un autre avenir est possible, que le pays d'Émile Zola et René Cassin vaut mieux que la caricature qu'il vient d'offrir au monde.

1. Cette complicité est exposée in F.X. Verschave, *Noir Chirac*, Les arènes, 2002, p. 215-221. Jean-Marie Le Pen a laissé traîner ce livre sous l'œil des caméras lors de sa conférence de presse du 22 avril. Cette manipulation (dénoncée aussitôt par l'auteur dans un communiqué à l'AFP) est caractéristique d'un projet culturel fasciste : des livres, nous n'aurons droit de regarder que la couverture ; pas le contenu.

2. En créant l'association *Biens publics à l'échelle mondiale* (tél. (0)1 43 27 76 72), qui vient de publier chez Colophon un ouvrage sous ce titre.

3. Le vote du 21 avril a varié avec l'âge. Les moins de 50 ans ont voté à 13,4 % pour Chirac, 13,9 % pour Le Pen, 16,9 % pour Jospin. De 50 à 64 ans, les pourcentages deviennent respectivement : 23,4 %, 21,8 % et 13,4 %. Au-delà de 65 ans : 31,1 %, 18,5 % et 16 % (d'après *Libération*-Louis Harris du 23/04/2002). Par ailleurs, Jospin a obtenu 4 % de plus que Le Pen chez les femmes, mais 5,2 % de moins chez les hommes.

SALVES

Madagascar à Dakar

Alors que le blocus de la capitale malgache par les barrages des partisans de l'ex-président Ratsiraka creusait les antagonismes, présageant l'issue meurtrière d'une résistance non-violente exemplaire (cf. *Billets* n° 100 et 101), le Quai d'Orsay opérait de son côté un revirement bien venu. Constatant la mobilisation autour du vainqueur réel de l'élection présidentielle du 16 décembre, Marc Ravalomanana, face aux positions indéfendables et périlleuses du camp Ratsiraka, le gouvernement Jospin s'est efforcé de ménager une sortie honorable au président battu. Il s'est impliqué fortement dans la rencontre entre les deux hommes, à Dakar¹, et l'accord qu'ils y ont signé le 18 avril. Trois jours avant la déroute du 21.

Georges Serre, le conseiller d'Hubert Védrine qui fut l'un des inspirateurs de la défiance française envers Ravalomanana, l'est devenu aussi de cet accord salubre. Avec le président sénégalais Abdoulaye Wade et l'OUA.

Entre-temps, la donne juridique avait changé. Les résultats officiels, selon lesquels il manquait près de 4 % des suffrages à Ravalomanana pour être élu au premier tour, avaient été calculés et proclamés par une Haute Cour constitutionnelle (HCC) très contestée, remaniée à la veille du scrutin. Or, le 10 avril, la Cour suprême a jugé illégales les nominations *in extremis* de 6 des 9 membres de la HCC, et invalidé en conséquence les résultats du premier tour.

Du coup, une solution légale pouvait être convenue à Dakar : « *un nouveau décompte contradictoire des procès-verbaux* » (ce que réclamait Ravalomanana). Il devrait être publié le 29 avril, avec deux cas de figure : ou Ravalomanana a la majorité absolue, et il est proclamé élu ; ou il ne l'a pas, « *un gouvernement de réconciliation nationale de transition* » est mis en place, et dans six mois un référendum populaire sous contrôle international choisira entre les deux finalistes. En attendant, l'accord demande la levée des barrages qui bloquent l'approvisionnement d'Antananarivo.

Cet accord, qui fait prévaloir la légitimité, est évidemment très favorable à Marc Ravalomanana. Il n'a été obtenu que moyennant

des garanties à son adversaire. « *Ratsiraka a dit à plusieurs reprises qu'il ne voulait pas être viré comme un malpropre, qu'il voulait qu'on y mette les formes* », assure un observateur proche du dossier – appuyé par d'autres.

Ces formes honorables visent à lui permettre de vivre paisiblement en France une retraite fortunée, après 22 ans de règne et de pillage. Il a présenté, « *lors des diverses négociations, une liste de proches dont il réclame l'immunité* », indique une source. Une autre précise : « *Ce n'était pas une liste, c'était un véritable Bottin.* »

Le problème, c'est que tous les Ratsirakistes qui ne sont pas sur la liste et vont devoir rester à Madagascar se sont sentis « *trahis* ». Dès lors, ils ont maintenu le blocage des routes et menacent de faire sécession avec les provinces qu'ils contrôlent. Mais la légalité n'est décidément plus de leur côté.

Puissent-ils ne pas avoir les moyens d'insister ! Des armes neuves auraient été distribuées à leurs miliciens... Puisse le bilan humain de ces 6 mois d'affrontement politique intense rester ce qu'il est aujourd'hui : moins de trente victimes. « *Comparé à ce que cela aurait été ailleurs, cette révolution a été l'une des plus pacifiques du monde* », admet un expert étranger. (*Journal de l'île de la Réunion*, 20 et 21/04/2002).

Reste à savoir ce qu'un Chirac réélu, qui fut avec le RPR très favorable à Ratsiraka, ferait de l'accord de Dakar.

1. Il a même réglé la note : 450 000 €

Biens malgaches

Peu à peu se découvrent quelques dessous sales de la pauvreté à Madagascar. À cet égard, le cadeau consenti à son ami Didier Ratsiraka par l'ex-maire de Paris, Jacques Chirac, apparaît comme une brouille : un appartement de 100 m² loué 60 % en dessous du prix du marché depuis 1987 (gain : quelque 160 000 euros sur 15 ans). Le président malgache s'est par ailleurs payé un logement de 1,15 millions d'euros à Neuilly (*Le Vrai Journal de Canal+*, 24/03/2002).

En dehors des diamants, Madagascar recèle parmi les plus belles pierres au monde – des saphirs notamment. Elles arrivent en Asie. L'expertise confirme leur origine malgache, mais il n'y a jamais aucune attestation de sortie... Des centaines de ressortissants asiatiques auraient bénéficié de passeports pour accompagner ce mouvement, béni par la Françafrique.

Les barrages routiers érigés par les Ratsirakistes ne font que pousser à l'extrême un racket très installé. Les routes ne sont pas entretenues, volontairement. Sous Ratsiraka, le réseau praticable est passé de 30 000 à 5 000 km. Il s'agissait de favoriser une mafia de gros transporteurs équipés de camions tout-terrain.

« *Le sabotage des routes nationales est une affaire très lucrative*, explique un économiste français. *L'an dernier, des collecteurs et des industriels sont arrivés [du port] de Toamasina dans les zones rurales de l'est du pays pour acheter le produit des récoltes. Ils avaient pris soin de faire sauter les ponts derrière eux pour éviter la concurrence d'autres transporteurs comme certaines coopératives agricoles. Les paysans n'ont alors pas eu d'autre choix que de leur vendre leurs produits à des prix cassés [...]. Une fois la transaction accomplie, les collecteurs appellent directement les travaux publics pour la réfection rapide des ponts [... et] repartent pour revendre la récolte.* »

« Plusieurs coopérants européens qui travaillaient ces dernières années à la réfection du réseau routier sur ces axes sensibles ont été menacés de mort, voire assassinés », conclut l'intervieweur Gilles Labarthe, du *Courrier de Genève* (cité par *Courrier international* du 04/03/2002).

Il faudrait encore parler des intérêts du groupe de distribution réunionnais Bourbon, dirigé par un supporteur de Ratsiraka, Jacques de Chateauevieux. Ses magasins Score et Cora étaient les seuls ouverts lors de l'opération "ville morte" du 5 février dans la capitale. Il faut dire que ce groupe puissant, et d'autres importateurs, se sentent directement visés par le développement des sociétés malgaches de Ravalomanana...

Paix en Angola ?

Comment ne pas se réjouir du cessez-le-feu signé le 30 mars entre le gouvernement angolais et la rébellion Unita, décapitée par la mort de son leader Savimbi ? Beaucoup croient que, cette fois, l'accord tiendra, marquant la fin de 27 années de guerre civile : c'est le souhait des grandes puissances et des grandes banques. La paix intérieure reflète les accords de partage de l'immense pactole pétrolier, sous arbitrage américain.

Doté de l'une des plus puissantes armées d'Afrique, le régime est devenu le gendarme des deux Congo – payé sur l'habitant. Les pétroliers laissent déjà au clan au pouvoir la jouissance de sommes faramineuses (cf. *Ils ont dit*, Pierre Falcone). Il faudra beaucoup de pression civique pour qu'il en restitue un peu à son peuple ruiné.

L'ONG britannique *Global Witness*, engagée dans cette pression, a déjà obtenu du patron de BP l'engagement de publier les sommes versées au gouvernement angolais. Jusqu'ici, TotalFinaElf refuse – comme ExxonMobil et ChevronTexaco, très proches du clan Bush.

Pas de paix au Congo-B

En 1997, Jacques Chirac a invité le gendarme angolais au Congo-B pour y rétablir « *l'ordre* » et « *la paix* » en même temps que l'ami Sassou Nguesso. L'on sait quel calvaire s'en est suivi pour le peuple congolais. Après près de cinq ans de matraquage militaire et politique, l'œuvre devait être couronnée par l'élection du 10 mars, muant Sassou II le putschiste en Sassou III, président légalement élu par KO technique.

L'"observateur" de l'Union européenne, Joaquim Miranda, a préféré ne pas y regarder de trop près : il a décrété ces élections « *justes et équitables* » afin « *de ne pas jeter de l'huile sur le feu* » – au grand scandale de l'Organisation congolaise des droits de l'homme (OCDH) et de la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH)¹. Du moins les Congolais étaient-ils censés obtenir la paix avec ce vote-injonction : « *Pour la paix, votez tous Sassou Nguesso.* »

Il n'en est rien. L'Angola avait invoqué la présence de bases arrière de l'Unita pour occuper le Congo-B. L'Unita est écrasée et vient de faire la paix, mais Luanda envoie au Congo une unité spéciale de 2 000 hommes. Le voisin Omar Bongo, gendre de Sassou, envoie des armes. Et moins de trois semaines après le vote, une "rébellion" se réveille : des "miliciens" de la région la plus frondeuse, le Pool, auraient attaqué l'axe ferroviaire Congo-Océan et menacé les quartiers sud de la capitale.

Nous reviendrons sur la nature de ces agresseurs. Ce qui est sûr, c'est qu'aussitôt des hélicoptères et troupes d'assaut ont de nouveau fondu sur le Pool, et des soldats pillards sur les quartiers sud de la capitale : cette rechute dans les cauchemars de 1999 (quelque cent mille morts) a provoqué la fuite de plus de dix mille personnes. « *Nous avons décidé de rétablir l'ordre dans le Pool, quel qu'en soit le prix...* », aurait déclaré le porte-parole de l'armée à *Associated Press*. Le Pool a été interdit aux organisations humanitaires...

Les rebelles en question seraient des miliciens "Ninjas" du pasteur Ntumi, insatisfait des contreparties de son ralliement. Le problème, c'est qu'il s'agit d'un millier de jeunes sans entraînement, ni encadrement, ni armement dignes de ce nom, encerclés de troupes hostiles. Comment deviendraient-ils tout d'un coup une menace ?

Plusieurs hypothèses circulent. La plus commune, c'est qu'ils seraient instrumentalisés dans des luttes entre clans rivaux du Congo septentrional, dont Sassou est originaire. Une vieille habitude. En tout cas, la figure et le parcours de Ntumi laissent perplexes. Il est qualifié de « *terroriste* », selon le langage de rigueur.

Plus généralement, on peut se demander si le régime militaro-pétrolier de Brazzaville, comme celui d'Alger, n'a pas absolument besoin d'une insécurité permanente pour justifier un état d'exception et préserver l'opacité du partage de l'or noir.

La France a manifesté officiellement son « *inquiétude* », d'autant que, selon elle, l'élection du 10 mars « *a montré le désir de paix des Congolais* »... Ils n'avaient pas eu voix au chapitre.

1. Communiqué du 22/04/2002. Les observateurs suédois, quant à eux, s'étaient retirés pour ne pas cautionner un ersatz d'élection. Au nom de la France, Jacques Chirac s'est félicité sans réserve du succès de son ami Sassou.

Les sous de Sassou (suite)

Les questions d'argent ne sont jamais très loin de la Franç' à fric. ChevronTexaco a payé plusieurs centaines de millions de dollars l'accès aux gros gisements de pétrole situés à la frontière maritime du Congo-B et de l'Angola. Les deux présidents ont touché la moitié du bonus. Œcuménique, Sassou III a reçu, avant le premier tour, la visite de deux sénateurs socialistes, Michel Charasse et Guy Penne.

Il a promis de « *gérer le pétrole autrement* » (un coup de chapeau à Jospin et son publicitaire Séguéla ?) : un autre neveu, Denis Gokana, "gèrera" le bonus...

L'entrepreneur de travaux publics Hubert Pendino a mis d'énormes moyens logistiques au service de la campagne de son ami Sassou (4x4, hélicoptères). Il en attend sûrement de beaux contrats en retour. Il représente, entre autres, le groupe Bolloré. (*La Lettre du continent*, 04/04/2002).

En ces périodes troublées, il est prudent de rappeler les mérites du régime brazzavillois dans la presse parisienne. *Le Nouvel Économiste* (19/04/2002) a mérité un publipostage. Quatre pages en quadrichromie : « *Le Congo redémarre* ».

Après tant d'efforts, l'on comprend que le propagandiste de Sassou, Jean-Paul Pigasse, laisse libre cours à sa colère dans ses *Dépêches de Brazzaville* (09/04/2002) : à RFI, des journalistes indociles se permettent de « *désinformer [...] leurs auditeurs sur la situation dans la capitale du Congo, [...] alors que Brazzaville est une capitale exemplaire si on la compare [...] à ce qui se passe tous les jours dans la banlieue parisienne.* »

Et d'asséner quelques vérités à ces « *manipulateurs* » : « *Les Congolais [...] font confiance au régime qu'ils viennent de choisir librement. [...] Élu triomphalement par son peuple, Denis Sassou Nguesso [...] n'hésitera certainement pas à user de toute la rigueur de la loi pour mettre au pas les fauteurs de troubles.* »

Malheureusement, Pigasse a lui-même quelques ennuis avec la loi française. L'office antiblanchiment Tracfin a dénoncé d'importants mouvements de fonds sur ses comptes à la Bred (340 000 €) et à la Fiba (140 000 €). L'homme de presse a une réponse toute prête : il s'agit du financement des *Dépêches de Brazzaville*. Le militantisme a des limites. (*Le Parisien*, 24/04/2002).

La paix au Congo-K attendra

Il est impossible en ces *Billets*, et compte tenu d'une actualité surchargée, de résumer la très complexe partie de poker, aux trop nombreux joueurs, qu'est devenu le Dialogue intercongolais de Sun City¹. Sur le dos d'un peuple usé, excédé. La forte implication de l'hôte, le président sud-africain Mbeki, n'a pas suffi à trouver un moyen terme acceptable entre des appétits trop incompatibles.

Quelques jours avant la fin des travaux, le 19 avril, le régime de Kinshasa a conclu hors Dialogue un accord de partage du pouvoir avec l'une des deux principales rébellions, le MLC de Jean-Pierre Bemba, soutenu par l'Ouganda. Bemba deviendrait Premier ministre. Les rebelles du RCD-Goma, soutenus par le Rwanda, et plusieurs partis politiques (comme l'UDPS d'Étienne Tshisekedi) ont été mis devant le fait accompli. Ils sont furieux. Le Dialogue s'est terminé en queue de poisson, et l'on annonçait une relance imminente de la guerre.

Mais le plus fin stratège de la région, l'Ougandais Museveni, tente depuis de recadrer le jeu qu'il a trop déporté – aidé en cela par les quelques diplomates extra-régionales que ce jeu intéresse ou inquiète assez pour qu'elles s'y impliquent. Une prolongation de Sun City, mi-mai, n'est pas à exclure.

Pour l'heure, on compte un gagnant, Kabila, et un perdant, Kagame. Le premier a fait avorter une assemblée de 350 délégués qui risquait de remettre en question sa gestion peu démocratique de 40 % du pays, sous la tutelle des régimes angolais et zimbabwéen. Le second n'est pas seulement en train de s'isoler dans une stratégie trop militaire : il a commis récemment deux "erreurs" importantes.

1. Le fil des négociations et leurs rebondissements peut être suivi sur le site de l'Observatoire de l'Afrique centrale : www.obsac.com.

Kigali en porte-à-faux

L'intervention rwandaise au Congo-K avait deux causes initiales : les menaces sur les Tutsis congolais (principalement les Banyamulenge) et la reconstitution dans ce pays voisin de milices héritières du *Hutu power* génocidaire. Peu à peu, une majorité de Banyamulenge ont réalisé qu'il était suicidaire pour leur communauté d'être trop inféodée à un régime rwandais se comportant en occupant. Les stratégies ont divergé. Un commandant banyamulenge, Masunzu, s'est rebiffé, puis allié aux forces locales Maï-Maï, hostiles à Kigali. Le général Kagame a décidé d'envoyer plusieurs milliers d'hommes à l'assaut du bastion banyamulenge, les hauts plateaux du Kivu au-dessus d'Uvira. La guerre y est meurtrière : elle a ce côté inexpiable des luttes fratricides. Elle déconsidère un peu plus les va-t-en-guerre de l'armée rwandaise. Elle fait penser à la répression sauvage que Laurent-Désiré Kabila déclencha, peu avant sa chute, contre le commandant Masasu et ses fidèles, des pionniers de la longue marche contre Mobutu (cf. *Billets* n° 88).

Au plan intérieur, la gestion extrêmement délicate de l'après-génocide ne peut éternellement empêcher l'émergence de forces politiques. Au lieu d'en tenir compte et de négocier une ouverture progressive, le régime a choisi le verrouillage. Cette option vient de se traduire par l'arrestation du prédécesseur de Kagame, l'ex-Président Bizimungu, qui a eu le tort de créer un parti. Ce blocage interne ouvre un boulevard aux opposants en exil, où le meilleur côtoie le pire et où grenouillent les revanchards des Services français – eux aussi capables du pire.

Si l'on ajoute à cela l'hostilité des Congolais à l'incrustation d'une armée étrangère, l'on comprend que, malgré sa répugnance du registre politique, Kagame va devoir s'y mettre dare-dare. Ou ne plus faire face à trop d'ennemis.

Vrai-faux procès à Kinshasa

Le procès des assassins présumés de Laurent-Désiré Kabila devant la Cour d'ordre militaire de Kinshasa devient surréaliste.

D'un côté, le régime de Joseph Kabila veut montrer qu'il juge les meurtriers du père : 115 accusés ! De l'autre, la peur est telle de l'irruption de vérités gênantes que, après les préliminaires, « seules la presse militaire, "officielle" et policière ont été autorisées à couvrir le procès », constate *Le Phare*.

Le journal kinois avait prévenu : quantité de « détails » ne seront pas abordés : « La raison en est simple : certaines personnes impliquées dans cette affaire tiennent encore les rênes du pouvoir » (03 et 23/04/2002). Sans parler d'un faisceau de complicités étrangères, actives ou passives – y compris de pays qui soutiennent aujourd'hui Kabila fils. Le peuple congolais n'a pas encore accès à son histoire. Les mobutistes, par contre, sont dans presque toutes les filières de reconquête du pouvoir.

Non-procès à Arusha

Au Tribunal pénal international (TPI) de La Haye, le procès de Slobodan Milosevic a démarré 8 mois seulement après son arrestation. Au TPI d'Arusha, le procès du colonel Théoneste Bagosora, pivot présumé du génocide rwandais, a attendu plus de six ans. Il était programmé le 3 avril. Un cafouillage de procédure a permis de le reporter d'encore six mois. Comme si personne ne voulait de ce procès-clef. Quand on observe d'ailleurs la faible qualité du travail de l'accusation, on en vient à se demander si tant d'incompétence ne confine pas au sabotage délibéré. Qui, parmi les membres du Conseil de Sécurité de l'ONU, ne trouve pas désormais superflu ou dérangeant cet effort de justice ?

« *Les droits de l'homme vivent une heure sombre* », avait dénoncé le haut-commissaire de l'ONU pour les droits de l'homme, Mary Robinson – non reconduite. Elle a fustigé la commission des droits de l'homme des Nations unies à Genève, où les arrangements entre États coupables se font de plus en plus indécentes. C'est devenu une véritable Bourse des indulgences. Or, quelle grande puissance n'a pas, en Afrique, de culpabilités à marchander ?

Vive la CPI !

Face aux commissions interétatiques et aux Tribunaux pénaux internationaux de circonstance (« ad hoc »), la Cour pénale internationale (CPI) représente un réel espoir. On peut supputer que ses magistrats auront à cœur d'élaborer une doctrine juridique moins conjoncturelle.

La CPI est vraiment née le 11 avril, quand le seuil des 60 ratifications a été dépassé. Largement : 10 dépôts d'un coup, malgré une campagne hostile des États-Unis.

Membres actifs de la Coalition française pour la CPI, nous nous sentons coresponsables de ce qui pourrait s'avérer à terme une conquête extraordinaire. Mais nous sommes invités à la patience par le Canadien Philippe Kirsch, qui accoucha la CPI en présidant la conférence diplomatique de Rome, puis la Commission préparatoire : « *La Cour pénale, ce n'est pas du café instantané. [...] Sa création est le signal du passage d'une culture de l'impunité à une culture de la responsabilité, mais cette culture a besoin de temps pour s'installer partout. La Cour n'a pas seulement pour fonction de punir, elle aura un effet dissuasif.* » (*Le Monde*, 12/04/2002).

Les tribulations d'Henry Kissinger, l'ancien conseiller flamboyant de Richard Nixon – poursuivi par de nombreux juges pour son rôle dans le réseau de terreur "Condor", un syndicat des tortionnaires latino-américains – sont symptomatiques de cette évolution.

Ancien ambassadeur de l'obstruction américaine à la CPI, David Scheffer est « passé à l'ennemi » : « *Washington devrait accepter le fait que cette Cour est désormais une réalité, et comprendre que l'opposition à son fonctionnement est un exercice futile.* » (*Le Monde*, 05/04/2002).

Installée à La Haye, la CPI sera juridiquement compétente en juillet, et opérationnelle début 2003.

Sept camerounais contre Rougier

Survie est aussi cofondatrice de l'association *Sherpa*¹, présidée par M^e William Bourdon, qui se veut un appui judiciaire aux victimes de la criminalité économique transnationale. En partenariat avec *Les Amis de la Terre*, *Sherpa* a aidé sept agriculteurs camerounais à porter plainte à Paris contre les dirigeants de la SFID, une filiale de l'exploitant forestier français Rougier. Ils accusent la SFID d'avoir coupé leurs arbres illégalement, à leur insu, et détruit une partie de leurs cultures. (*Le Monde*, 28/03/2002).

1. Contact : Samira Daoud (0)1 43 27 76 72.

Bolloré flairer le danger

Vincent Bolloré envisage de céder ses activités forestières en Afrique, pour « *montrer que nous ne restons pas dans des secteurs où il y a des doutes* ». "L'image" d'abord, surtout quand on se met à investir massivement dans l'audiovisuel.

Fraudéby

En attendant la multiplication des royalties du pétrole, Idriss Déby continue de multiplier les votes dans les urnes **tchadiennes**, sous la menace des kalachnikovs de ses miliciens. Les bordereaux de résultats ont été grossièrement falsifiés lors du scrutin législatif du 21 avril. Mais dans certaines circonscriptions, la marée humaine des électeurs acquis aux opposants a obligé le régime à leur laisser un certain nombre de sièges de députés. Le parti de Yorongar, vainqueur présumé du dernier scrutin présidentiel, devrait en arracher plus d'une dizaine.

Azali trop pressé

Au terme d'un parcours frauduleux typiquement françafricain, qui a découragé ses concurrents, le colonel putschiste Azali Assoumani s'était proclamé président élu de l'Union des **Comores**, avec 100 % des voix dans l'île de Grande Comore. Mais l'accord de réconciliation interinsulaire qui a créé cette Union a prévu une Commission électorale. Qui a annulé le résultat...

Au trou

En **Mauritanie**, chaque fois qu'un parti d'opposition démocratique prend de l'importance, il est dissous, et ses leaders emprisonnés. Face au système de pillage clanique du colonel-président Ould Taya, le mouvement *Conscience et Résistance* utilise l'arme de l'information, diffusant des dossiers parfois explosifs.

Cette fois, il a réussi à se procurer le relevé complet pour l'année 2000 des opérations du compte secret 5702900, à la Banque centrale, par lequel passent les dépenses publiques confidentielles. Ce relevé montre une forte dérive budgétaire, qui nourrit le régime et sa clientèle.

Les 12 et 13 avril, la Direction de la Sûreté de l'État s'est emparée de trois hommes, dont le directeur du journal *La Tribune*,

Mohammed Fall Oumere. Leur crime ? Être soupçonnés d'avoir partie liée avec *Conscience et Résistance*. Amnesty International rappelle qu'« *il est fréquent que des personnes arrêtées pour des motifs politiques soient torturées* ». Le régime mauritanien est l'un des plus pro-chiraquiens d'Afrique.

Bonnes vieilles méthodes

Nous avons déjà évoqué en ces *Billets* les parentés entre les méthodes US en Amérique latine et les coutumes françafricaines. Ce qui s'est passé mi-avril au **Venezuela** n'est pas sans évoquer le Congo-Brazzaville – deux pays pétroliers.

On n'est pas obligé d'aimer en bloc le président Hugo Chavez, mais il est incontestablement légitime : les Vénézuéliens l'ont élu pour rompre avec un système oligarchique, très soumis aux desiderata de Washington et des compagnies pétrolières.

Des manifestations de rue emmenées par le patronat local et le milieu pétrolier ont servi de prétexte à un coup d'État. Les USA furent le seul pays à reconnaître immédiatement le pouvoir putschiste. Un sursaut populaire a réveillé les militaires légitimistes, qui ont rétabli Chavez. On a appris alors que l'attaché militaire US se trouvait au siège de l'Inspection générale des Forces armées, quartier général du putsch, pendant la préparation de ce dernier. Avant d'être rejoint par un colonel américain.

Pendant les quelques heures passées à la tête du pays, le patron des patrons, Pedro Carmona, a eu le temps de dissoudre le Congrès, de destituer les maires et gouverneurs, les responsables des services publics et de la justice. Bref, d'installer un régime à la Pinochet. Commentaire de Condoleezza Rice, ex-boss du pétrole, conseillère à la Sécurité de Bush (mais pas à la Démocratie latino-américaine) : « *J'espère que Chavez a compris le message...* » La prochaine fois, il ne sera pas davantage possible de le rétablir que feu Allende ?

Responsabilité

Après la publication d'un rapport officiel, pourtant assez édulcoré, sur les responsabilités **néerlandaises** dans le massacre de 7 500 musulmans bosniaques à Srebrenica, le Premier ministre Wim Kok a démissionné : « *La communauté internationale est anonyme et ne peut pas prendre ses responsabilités de manière visible. Moi, je peux le faire et je le fais.* »

Les Néerlandais ne sont pas tendres avec la France, qui commandait les forces de l'ONU : « *Le général Janvier, précise le professeur Petier Tops, a affirmé que les soldats français auraient agi différemment* [mieux que les Casques bleus néerlandais, qui n'ont pas réagi. Ce même Janvier leur avait refusé tout appui aérien]. *Cela a été très mal compris ici. Je pense que reconnaître ses responsabilités ne fait pas partie de la culture politique française, qui ne connaît pas l'humilité.* »

En écho, à Paris, le président de la commission des Affaires étrangères, le député François Loncle, a expliqué l'absence de réaction aux travaux de la mission parlementaire française sur Srebrenica par « *la différence de culture politique* » entre les deux pays. (*Libération*, 17 et 22/04/2002).

Noir Monaco

L'OCDE n'a maintenu que 7 pays sur la « *liste noire* » des États ou territoires « *non coopératifs* » contre la criminalité financière : Monaco, le Liechtenstein, Andorre, le Liberia, Vanuatu, les îles Marshall et Nauru. Il faut que cette non-coopération s'apparente à de l'obstruction, sachant que 31 pays un petit peu coopératifs, comme les îles Vierges et Caïman, ont été blanchis. (La Suisse, le Luxembourg et la City, de trop gros paradis, n'ont jamais été cités noir sur blanc.)

Si la Principauté ne s'amende pas, elle s'exposera en 2003 à des « *mesures défensives* » de défiance financière... Gageons qu'elle fera d'ici là un minimum de lifting.

Blanc Tomi

La Corsafrique des jeux, paris et casinos adorait les comptes monégasques. De ses deux piliers, Robert Feliciaggi et Michel Tomi, le second est le moins connu. Il mérite pourtant de l'être (cf. *Le Monde*, 05/04/2002).

Cet ami intime de Charles Pasqua a reçu une formation de croupier à Monaco, avant de grimper rapidement à l'échelle casinotière. Ses états de service sont remarquables : chef de partie au Ruhl de Nice, dirigé par le sulfureux Jean-Dominique Fratoni ; retrait de l'agrément professionnel en Espagne, pour un soupçon de parties truquées ; puis en France ; mise en cause dans une tricherie de 16 millions de francs aux Caraïbes ; suspicion d'un projet de trafic d'armes avec le Hezbollah libanais, selon une note des Renseignements généraux (RG), que réfute vigoureusement l'intéressé ; condamnation dans une affaire de détournements (environ 54 millions de francs) au casino de Bandol... De quoi vous qualifier pour la grande aventure françafricaine, en association avec l'ami Feliciaggi.

Le duo implante des casinos et des antennes du PMU au Congo-B (Robert est un vieux complice de Denis Sassou Nguesso), au Cameroun, au Gabon, au Mali. La fortune sourit aux audacieux – et la gratitude des chefs d'État concernés.

Même le Malien Alpha Oumar Konaré, démocratiquement élu (pour son premier mandat), s'est laissé tenter par les paris de Michel et Robert – moins métaphysiques que le pari de Pascal. De temps à autre, Charles Pasqua apportait sa bénédiction humanitaire à ces bonnes œuvres. Ainsi a-t-il été royalement fêté par le Camerounais Paul Biya (*Billets*, n° 63). Ainsi s'est-il rendu en 2000 dans la capitale malienne, avec le fastueux Michel : « *Nous y sommes allés dans un Falcon affrété par moi personnellement* », a confié Tomi au juge Courroye. « *M. Pasqua souhaitait rencontrer le président de la République et le Premier ministre du Mali, qui étaient mes amis, pour essayer de leur construire des dispensaires et des points d'eau.* » Béni soit qui Mali pense !

La manne retombe aussi dans l'île de Beauté. La justice monégasque (!) suspecte Michel et Robert d'entretenir des « *liens* » avec Jean-Jé Colonna, présenté par un rapport parlementaire de 1998 comme « *le seul parrain corse* ». Il semble, selon les enquêteurs, « *que le milieu puisse utiliser les structures des casinos afin de blanchir l'argent issu de [son] activité criminelle* ». Un scoop !

Coïncidence : le 23 avril, Jean-Jé a été convoqué à Ajaccio par le juge Jean-Michel Gentil. Objet : une juteuse et douteuse affaire immobilière avec Robert Feliciaggi, révélée par le rapport parlementaire. Jean-Jé ne s'est pas rendu à la convocation. Son avocat, Jacques Vergès (surnommé « *le soutier de l'Élysée* »), a trouvé « *anormal* » une telle audition dans le contexte électoral actuel...

Cela n'a pas plu au juge Gentil : il a convoqué le surlendemain l'épouse de Jean-Jé, impliquée dans la même affaire, et l'a placée en détention.

Un vilain geste, envers un cercle d'amis que les RG s'acharnent désormais à laisser tranquilles. Les notes décrivant les intérêts africains des Feliciaggi et Tomi ont disparu. Interrogé sur ces disparitions, le directeur des RG Yves Bertrand, l'homme le mieux renseigné de Paris, affirme : « *Je ne sais pas.* »

En France aussi, l'argent sale

La mission d'information sur le blanchiment, menée tambour battant par les députés Peillon et Montebourg, a achevé son tour d'Europe... par la France.

Ils font une description accablante de la situation dans le Sud-Est, « *terre d'accueil de la criminalité* », paradis immobilier des mafias russe et italienne. Entre cette région et l'Italie de Berlusconi, le rocher monégasque est idéalement situé... La mission s'inquiète de l'infiltration de réseaux francs-maçons par des organisations criminelles, ces réseaux étant eux-mêmes fréquentés par des magistrats. Ainsi, la plupart des procédures judiciaires sensibles s'enlisent, les dossiers se perdent, etc.

La Garde des Sceaux Marylise Lebranchu a admis qu'en France, « *les effectifs policiers destinés à lutter contre le blanchiment baissent* » (*Libération*, 11/04/2002). Le chef de la division économique et financière du parquet de Paris parle de « *l'extraordinaire pauvreté des services de police* ». Autrement dit, la volonté politique de combattre la criminalité financière, où se love la criminalité française, est en dessous de zéro.

Bons points

– *In extremis*, le gouvernement Jospin a déposé au Sénat un projet de loi sanctionnant lourdement l'activité de **mercenaire**. Un début... ou une fin, car il est peu probable qu'un gouvernement de droite reprenne cette initiative.

– Au **Mali**, l'élection présidentielle a été organisée dans un cadre démocratique qu'envient sans doute bien des ex-colonies françaises.

– Le **Nigeria** va récupérer en Suisse plus d'un milliard de dollars volés par son ancien dictateur Abacha.

Fausses notes

– La justice sud-africaine a acquitté Wouter Basson, surnommé le "docteur la Mort", qui a dirigé pendant des années le programme de recherche sur les armes bactériologiques de l'armée de l'apartheid. Disposant d'un budget quasi illimité, il a multiplié les expériences les plus scabreuses. Il a continué de jouir de hautes protections – sans doute parce qu'il œuvrait pour l'ensemble du camp occidental (*Le Monde*, 13/04/2002).

Carnet

– **Jacques Bugnicourt**, fondateur de l'association **Enda** (dont le siège principal est à Dakar), est décédé mi-avril d'un arrêt cardiaque. Cet ancien cadre de la « France d'Outre-mer » avait accompagné la décolonisation au tournant des années soixante. Ce Picard avait fini par se sentir sénégalais, pulaar, musulman.

Sa vie a montré qu'il était d'autres chemins possibles que le mépris français. On ne pouvait qu'être frappé par sa profonde humilité. C'est elle sans doute qui, malgré les inévitables critiques qu'a pu subir une démarche aussi considérable et aussi longue, l'a rendue si féconde – mettant en route tant d'"héritiers".

(Achévé le 27/04/2002)

ILS ONT DIT

21 avril 2002

« La France est le fruit de trois héritages : celte, latin et germanique. L'union de ces peuples d'origine indo-européenne [...] a donné à notre peuple et à notre territoire ce visage si particulier et si raffiné qui force l'admiration du monde entier. » (**Jean-Marie LE PEN**, Extrait de son programme 2002).

« La Déclaration des droits de l'homme est la mère de tous les grands mouvements totalitaires du XX^e siècle. » (**Le même**, le 26/08/1989 à La Trinité-sur-Mer).

« Oui ou non, veut-on pour demain une société multiraciale dont on doit savoir qu'elle débouchera inéluctablement sur une fracture, puis sur une guerre ethnique. » (**Le même**, le 31/08/1996 à La Grande-Motte).

« Oui, je crois en l'inégalité des races. [...] C'est une banalité. » (**Le même**, le 09/09/1996, sur *Europe* 1).

« Je suis citoyenne française, mariée à un Tchadien, Antoine Bangui, opposant à toute espèce de dictature. [...] Je voudrais crier, hurler à mes compatriotes combien cette porte ouverte par Le Pen est dangereuse. [...] Comme tant d'autres, j'ai honte pour ces "détails" oubliés de l'histoire, j'ai honte de n'avoir pas su écouter certains de mes compatriotes, de ne pas les avoir convaincus que l'histoire humaine ne se fait pas dans l'aveuglement, dans l'enfermement et que notre enracinement, nos cultures, s'enrichissent de celles des autres et doivent nous conduire vers une solidarité bénéficiaire à tous. La bête immonde n'est pas morte ! [...] » (**Lucienne BONNOT-BANGUI**, Courriel du 23/04/2002 à *Survie*).

Françafrique

« [*La renégociation de la dette de l'Angola envers la Russie*] est un modèle du genre. Cette créance, d'environ 5 milliards de dollars, représentait presque 50 % du montant total de la dette extérieure angolaise ! La renégociation a abouti à un accord, à la plus grande satisfaction des gouvernements russe et angolais. Dans un deuxième temps, M. Gaydamak et moi avons racheté le reliquat de cette dette, [...] en accord avec ces deux États. C'était un risque financier considérable. L'opération consistait à payer la Russie par anticipation, en utilisant divers instruments financiers, tout en jouant à terme sur les cours futurs du pétrole. Nous avons dégagé des profits pour nous-mêmes, mais nous avons surtout permis à l'Angola d'économiser des sommes colossales et à la Russie de récupérer des créances inespérées » (**Pierre FALCONE**, « *chef d'entreprise* ». Interview au *Monde* du 16/04/2002).

[Ces assertions méritent un décryptage. Falcone confond volontairement « l'Angola » et « la Russie » avec les clans plus ou moins mafieux installés au faite de ces États, il confond les comptes publics et les fortunes privées. Le mécanisme d'escamotage des 5 milliards de dollars est assez simple : on prend prétexte de la dette pour gager des océans de pétrole. Les oligarques moscovites se moquent bien de la disparition des créances de l'ex-URSS (ils ont déjà bradé tellement d'actifs russes, contre des fortunes dans les paradis fiscaux) : ils « donnent » la dette de leur pays, les dirigeants angolais « donnent » le pétrole, tout cela fait des « sommes colossales » que dispatche Falcone sous la houlette de son boss Gaydamak, « en utilisant divers instruments financiers ».

L'ONG Global Witness a déniché un compte de 1,1 milliards de dollars dans les îles Vierges, relié à deux éminences angolaises. Les juges Courroye et Prévost-Desprez ont constaté que le reliquat remboursable à la Russie s'était presque entièrement égaré dans les raffineries financières du tandem milliardaire Falcone-Gaydamak, entre Israël, le Luxembourg et Chypre (Le Monde, 03/04/2002).

Question « instruments financiers », le tandem fait dans le haut de gamme. En 1994, proposant au Cameroun une vente d'armes de 71 millions \$, Falcone mentionnait « notre compte » Menatep (la banque russe favorite de Gaydamak) à la Banque de New York (La Lettre du Continent, 18/04/2002). Le lien Menatep-Bank of New York est au cœur du scandale de la disparition de 10 milliards \$ de prêts du FMI à la Russie.]

« [Jean-Christophe Mitterrand] est indiscutablement l'homme qui connaît le mieux l'Afrique parmi toutes les personnes que j'ai rencontrées, en vingt-six ans de voyages. [...]

[Jacques Attali], lui, connaît les problèmes des pays en voie de développement. Je l'ai contacté pour lui faire part des immenses besoins de reconstruction de l'Angola. Il m'a dit que, a priori, c'était le type de pays où une structure de microcrédits pouvait être efficace. Mais l'étude qu'il a effectuée a montré que les conditions n'étaient pas remplies, compte tenu des zones de guerre et des carences du système bancaire du pays. » (Idem).

[Une étude cher payée pour enfoncer des portes ouvertes. Avec pareils « connaisseurs », l'Afrique et le développement sont bien servis. Jean-Christophe Mitterrand, lui, a de fait une connaissance intime des dictateurs africains.]

« [Les fonds que j'ai versés à France-Afrique-Orient ?] J'ignorais que cette association était animée par des proches de M. Pasqua – que je ne connais d'ailleurs pas. [...] J'ai toujours œuvré à la consolidation des liens entre la France et l'Afrique, et cette association avait la réputation d'y contribuer, de façon bénéfique. » (Idem).

[Plutôt que du bénévolat, on se trouve plutôt dans un système de don et de contre-don. Quant à la méconnaissance de la « maison Pasqua » par Pierre Falcone, elle est aussi certaine que sa naïveté.]

« Si je n'avais pas une confiance totale dans le gouvernement angolais, je n'aurais jamais accepté d'en être le mandataire officiel. » (Idem).

[La réciprocité est vraie.]

« En France, on confond le mercenariat et la sûreté. [...] Nous ne menons pas d'activité proprement militaire. Pour sécuriser un site, nous nous contenterons de proposer des plans et d'encadrer des personnels locaux. C'est vrai qu'il y a [chez nous] beaucoup d'ex-militaires ou d'anciens des services spéciaux. Tout simplement parce que le métier de la sûreté nécessite une vraie expertise. [...] L'esprit qui préside à une société comme Geos se rapproche de celui des Anglo-Saxons. Geos se veut une entreprise totalement ouverte, transparente. » (Général Jean HEINRICH, président du comité de surveillance de la société Geos, ancien patron du service Action de la DGSE, puis Directeur du Renseignement militaire. Interview au Figaro du 02/04/2002).

[En France, Geos est un peu le chef de file du nouveau mercenariat à l'anglo-saxonne. Elle est « totalement transparente »... avec des agents secrets. Elle intervient dans des zones de conflit, voire de guerre civile, où elle encadrera des miliciens locaux, où elle deviendra l'alliée objective du pouvoir en place, ou bien fera des deals, à géométrie variable, avec les deux camps.

Dans la même édition du Figaro, Arnaud de la Grange conclut ainsi un article sur MPRI, la grande firme de mercenariat US, une référence pour Geos : « Pour le gouvernement américain, MPRI présente un avantage inestimable. Celui de pouvoir mener des opérations en se passant de l'aval du Congrès. » Un universitaire résume ce qui est attendu de ce genre de firmes US : « L'objectif consiste à s'assurer que ces sociétés de mercenariat moderne soient loyales et efficaces envers les intérêts américains dans la région. » De même, Geos sera un acteur « loyal et efficace » de la Françafrique.]

« Depuis de nombreuses années, notre pays a toujours démontré son engagement et son attachement à la démocratie et à la bonne gouvernance. Dans ce contexte, [...] un colloque international sur les médias en Afrique, ayant pour but d'évaluer la contribution que la presse pourrait apporter au processus de développement du continent, sera organisé à Libreville du 21 au 24 mai 2002.

Ce forum, qui réunira des experts de renommée internationale dans les domaines de la communication, du droit et de la culture, sera marqué par la création d'une ONG internationale, l'Agence pour le développement des médias en Afrique (ADMA), dont le siège sera à Libreville au Gabon. L'appui financier du gouvernement français [...] représentera assurément une précieuse contribution à la réalisation de cet important projet. » (Omar BONGO, président du Gabon. Courrier du 25/02/2002 au ministre de la Coopération Charles Josselin. Citée par La Lettre du continent du 04/04/2002).

[Fonder l'essor d'une presse démocratique africaine à partir d'une néocolonie caricaturale, d'une pompe à fric "sécurisée" par une police omniprésente, insidieuse et étouffante, il fallait y penser. Solliciter à cet effet l'aide publique au développement française, il fallait l'oser. Bongo l'ose. D'autant que Paris voudrait récupérer pour RFI la part de l'État gabonais dans la radio Africa n° 1. L'on est curieux, par ailleurs, de connaître les noms de ces « experts de renommée internationale dans les domaines de la communication, du droit et de la culture » qui accoucheront d'une aussi prometteuse ONG.]

« Le rapport de police qui liste le mobilier de mon père [François de Grossouvre] omet de mentionner le coffre-fort où il rangeait les notes qu'il adressait à Mitterrand. Il n'y a pas eu d'expertise balistique [après son "suicide"] et l'on ne sait pas si la balle logée dans le plafond a bien été tirée par son arme. Le rapport d'autopsie précise que le corps présentait « une luxation avant de l'épaule gauche et une ecchymose à la face ». Mon père n'est pas tombé, il a été retrouvé dans son fauteuil. [...] Un médecin légiste m'a raconté que ce genre de trace était souvent la conséquence d'une torsion arrière du bras. » (Patrick de GROSSOUVRE, fils de François. Cité par Le Point du 11/04/2002).

[Rappelons que François de Grossouvre, agent secret et d'influence, longtemps très proche conseiller de François Mitterrand, a été retrouvé "suicidé" dans son bureau de l'Élysée le 7 avril 1994, jour du déclenchement du génocide au Rwanda – un pays avec lequel il avait eu "affaire". Personne n'a entendu le coup de feu... L'un des fils du défunt, ulcéré par le livre apologétique de Pierre Péan, fait part de ses "doutes". Portera-t-il plainte contre X ?]

Criminalité financière

« Un long travail de sape et de laminage de la classe politique [...] a réussi à désorganiser la justice. [...] Un travail de mitage [...] subtil a été effectué à travers l'emploi de la haute hiérarchie judiciaire, placée parfois aux bons postes [...] pour annuler des procédures ou les placer en surveillance. [...] Ce qui est certain, c'est que, si la droite passe, la chasse sera ouverte : les juges sont morts. » (Jean de MAILLARD, magistrat. Interview à Libération du 05/04/2002).

Mondialisation

« La guerre technologique moderne est conçue pour supprimer tout contact physique : les bombes sont jetées de 15 000 mètres d'altitude pour que le pilote ne ressente pas ce qu'il fait. La gestion moderne de l'économie, c'est pareil. Du haut d'un hôtel de luxe, on impose sans merci des politiques que l'on repenserait à deux fois si l'on connaissait les êtres humains dont on va ravager les vies. » (Joseph E. STIGLITZ, prix Nobel d'économie 2001, ex-économiste en chef de la Banque mondiale, démissionnaire en janvier 2000. In *La grande Désillusion*, Fayard, 2002).

« Les règles du jeu [*de la mondialisation*] ne sont pas équitables. Elles sont injustes, parce qu'elles ont été écrites sous la dictée des intérêts économiques et financiers des multinationales. [...]

Il y a toujours un fossé énorme entre le discours et la pratique. Le FMI adhère encore au fondamentalisme de l'idéologie du marché. Et ce fanatisme-là se traduit toujours par un impact humain terriblement négatif. [...]

Ce n'est pas seulement la mondialisation marchande qui rend le monde plus interdépendant, mais la responsabilité devant les biens publics globaux (l'eau, l'atmosphère). Nous ne sommes qu'au début du débat. [...] Des pistes d'impôts mondiaux existent déjà, comme la taxe Tobin, que je soutiens fortement. [...]

Confortés par le capitalisme de favoritisme à l'américaine, les milieux d'affaires tournent le dos aux difficultés plutôt que de les affronter. L'argent a un poids de plus en plus important [...] dans les financements électoraux des grandes démocraties. [...] Il faut sortir de ce capitalisme de connivence. [...]

Il faut aussi réévaluer le rôle de l'État. C'est essentiel pour assurer la justice sociale. Et replacer l'économie dans un contexte social et politique plus large. » (Joseph E. STIGLITZ, interview à *Libération* du 15/04/2002).

[Par moments, on croirait lire du Susan George (vice-présidente d'Attac) dans *Crédits sans frontières. La religion séculière de la Banque mondiale, La Découverte, 1994* (cf. *Billets* n° 18).]

À FLEUR DE PRESSE

21 avril 2002

El Watan (Alger), *Le Pen et nous*, 22/04/2002 (cité par *Le Monde* du 24/04) : « Que le tombeur de Jospin soit ce même officier parachutiste qui, de ses propres mains, a torturé et exécuté des Algériens, en en tirant gloire et fierté, c'est ce qui rend incompréhensibles, vus d'ici, les repères auxquels s'identifie une partie inquiétante de l'électorat français. »

Sud Quotidien (Dakar), *La xénophobie récompensée*, 22/04/2002 (cité par *Libération* du 23/04/2002) : « Voudrait-elle nous faire croire que la démocratie, c'est d'abord la prime au mensonge, une récompense pour le manque de rigueur morale dans l'action et la gestion des affaires publiques, la France ne voterait pas différemment. Voudrait-on également nous enseigner, à nous, peuples nouvellement acquis à la cause démocratique, qu'une élection peut être un bon prétexte, un moyen légitime de promouvoir et de récompenser l'intolérance, voire la xénophobie, on n'agirait pas autrement. Tous les démocrates français se sont réveillés ce matin avec une terrible gueule de bois. Ils ont posé le pied par terre, en doutant que le réveil n'ait pas eu lieu quelque part en Autriche ou en Italie. »

Françafrique

Yahoo ! Actualités, *Hommage aux victimes de la Françafrique !...*, 08/04/2002 (Vincent RIOU) : « Hier, sur l'esplanade des droits de l'Homme, place du Trocadéro, l'association Survie organisait un rassemblement "au nom des victimes innombrables de la criminalité coloniale et néocoloniale". Le 7 avril 1994, il y a huit ans jour pour jour, un génocide annoncé commençait au Rwanda. La France soutenait le gouvernement intérimaire (GIR) qui l'a mis en exécution. Bilan : un million de morts.

C'est en souvenir de toutes les victimes de la Françafrique que ce rassemblement était organisé. Rwandaises, bien sûr, mais aussi algériennes, camerounaises, togolaises, nigériennes, comoriennes, congolaises, ou malgaches... Des Malgaches qui étaient venu en nombre manifester leur désarroi face à la situation dans leur pays, où 3 mois après les élections, le président sortant Ratsiraka n'a toujours pas capitulé, malgré un soutien populaire massif et non violent à son challenger Ravalomanana, dont la victoire au premier tour ne faisait aucun doute selon l'avis de nombreux observateurs. Une banderole qualifiait Ratsiraka de "Milosevic de l'Océan Indien", une autre sensibilisait l'opinion publique des conséquences de cette situation explosive sur la "Grande Île" ("*Vite, Malgaches en danger*"). Une dernière appelait l'État français à réagir ("*Reconnaissance de la France : Ravalomanana président de tous les Malgaches*").

Quelques Comoriens brandissaient une affiche tout aussi dénonciatrice de la politique française : "*Non aux manœuvres de déstabilisation de la France aux Comores*". De leur côté, des ressortissants de Mayotte dénonçaient une "*annexion par la France*". Tout cela pour bien montrer que la Françafrique n'appartient pas qu'au passé... "*Le peuple français devrait s'inquiéter de ce que l'on fait en son nom en Afrique. Mais pour cela il faudrait avoir une véritable information*" a déclaré Odile Biyidi, la veuve de l'écrivain camerounais Mongo Béti, décédé l'an dernier.

Pour remédier à cette carence d'information, la manifestation offrait une tribune à de nombreux intervenants. [...] Le fils du leader indépendantiste assassiné Ruben Um Nyobé, Daniel, a rappelé au public les massacres commis par l'armée française au Cameroun, dans la foulée de la guerre d'Indochine. La politique de terreur menée dans les années 50 contre les militants de l'UPC (Union des Populations Camerounaises) a finalement abouti à une tentative de génocide de l'ethnie Bamiléké, complètement occultée dans nos livres d'histoire...

Paul Sankara est venu pour sa part raconter au public comment son frère Thomas, le père de la révolution burkinabé, a été assassiné en 1987, alors qu'il était en train de prouver à l'Afrique tout entière qu'un chef d'État africain pouvait être progressiste et intègre. M. Sankara a conclu son intervention par une citation de Norbert Zongo, directeur du journal *L'Indépendant*, assassiné lui aussi en 1998 : "*Le pire n'est pas la méchanceté des gens mauvais, mais c'est le silence des gens bien*".

"*Dire le passé et espérer l'avenir*", c'était bien le but de ce rassemblement. Des témoignages, mais aussi des textes affichés permettaient au public, composé de militants des droits de l'Homme et de badauds curieux, d'en savoir plus sur "*un siècle de crimes*". Les militants de Survie, aidés par des passants solidaires, ont par ailleurs lutté contre le vent violent tout l'après midi pour allumer des centaines de lumignons à la mémoire de toutes les victimes innocentes.

"Une vraie coopération suppose que la corruption et le mépris des peuples africains laisse place au respect de leur histoire, de leur culture et de leurs choix politiques" peut-on lire sur les tracts distribués par l'association Survie. »

La Lettre du Continent, Qui peut être ministre de la Coopération de Jacques Chirac ? 18/04/2002 : « On va se bousculer [...] rue Monsieur. [...] Il y a bien sûr l'ancien ministre de la Coopération Jacques Godfrain, qui est toujours actif dans toutes les structures, associations et cercles où l'on parle "Afrique", mais également Christian Jacob, le discret député de Seine-et-Marne, ancien président du CNJA [Centre national des jeunes agriculteurs] qui avait réalisé un rapport sur la situation alimentaire en Afrique. Plus récent, mais bien positionné, Pierre Bédier – maire de Mantes-la-Jolie et l'homme des fédérations au RPR –, qui effectue une tournée "africaine" pour le candidat Chirac. Après Abidjan, il se rendra à Conakry... À l'Élysée, le dernier "passionné" d'Afrique est Frédéric de Saint-Sernin, cousin du secrétaire général Dominique de Villepin : il téléphone souvent, sur les sujets sensibles, en Côte d'Ivoire... »

[Le retour de Godfrain signerait un come back foccartien. Pierre Bédier s'est signalé par un positionnement très droitier sur les questions d'immigration. Et la Côte d'Ivoire, même dirigée par le "socialiste" Gbagbo, reste une mangeoire néogaulliste.]

La Lettre du Continent, Côte d'Ivoire : conseillers et mandataires, 18/04/2002 : « Le pouvoir FPI [de Laurent Gbagbo] se radicalise [...]. Ce durcissement est marqué par le recrutement de "forces spéciales" encadrées par des "agents de sécurité" étrangers. [...] Jean-Claude Gonnet [...] travaille [...] pour l'achat d'armements russes ainsi que les dossiers de renseignement économique, traités par Jean-Yves Garnaud, l'ancien numéro 2 en France du groupe Century. [...] On peut également croiser, à la présidence l'ancien conseiller "zaïrois" à la sécurité de Mobutu, Honoré Ngbanda. [...] Marcel Ceccaldi, conseiller juridique de Jean-Marie Le Pen, prépare des opérations de coopération décentralisée. Samuel Maréchal [gendre de Le Pen] monte de son côté un site Internet [...].

Boga Doudou, l'homme fort du régime [...] équipe en hommes et en matériel une "brigade anti-émeutes". [...] Il s'est entretenu à Paris avec des "encadreurs" français, spécialistes de la sécurité, à l'instar de René Dulac et Gérard Lepunp [Le Pemp ?]. Bien d'autres baroudeurs circulent à Abidjan, tels Alain Chaunier, Dominique Erulin et Suzanne Spergerger. [...] Des jongleries financières [...] ont été opérées [...] sur les caisses de retraites (ponction de 90 milliards de CFA [140 millions €]). »

[Quand on commence par se faire le chantre de l'ivoirité, comme Laurent Gbagbo, on finit assez naturellement par frayer avec les conseillers de Le Pen... sans oublier de piquer l'argent des vieux.]

Libération, Contestataire, en général, 13/04/2002 (Samuel DOUHAIRE) : « [Le 13 avril], à l'exception d'un passage estival en catimini sur le [très confidentielle] Chaîne parlementaire, c'est la première fois que [le documentaire d'André Gazot, Général de Bollardière.] ce portrait du général qui a dit non à la torture en Algérie est programmé sur une chaîne française... vingt-huit ans après sa réalisation pour la Télévision suisse romande. [...]

Fils et petit-fils d'officiers, le très catholique Jacques Paris de la Bollardière (1907-1986) choisit tout naturellement la carrière des militaires, armé des idéaux de "dépassement" et de "sacrifice de soi". Résistant de la première heure, il dirige le maquis sedanais où, après avoir refusé la violence contre des prisonniers, il se découvre "le pouvoir de les faire redevenir des hommes en redevenant humain moi-même". Puis c'est le choc du conflit indochinois, "une guerre armée contre un peuple soulevé par une aspiration profonde à la liberté" : "Sortant d'un maquis, précise "Bollo", je ne pouvais pas ne pas me sentir en profonde communion avec ces hommes." C'est cette même conviction qui lui fait refuser la torture en Algérie, "qui dégrade ceux qui la mettent en œuvre [...], nous amenant à nous comporter de la même façon que les nazis." Alors que les paras du général Massu (son camarade de promotion à Saint-Cyr) font régner l'ordre par la terreur à Alger, Bollardière demande à être démis de son commandement. Sa prise de position publique contre la torture lui vaudra deux mois de forteresse. »

[Cet exemple unique d'un général français ayant tenté de respecter les lois de la guerre dans le contexte d'une guerre coloniale reste caché à la majorité des Français : cette grande première diffusion sur une chaîne française est réservée à... France 3 Ouest, pas même France 3 nationale.]

Le Canard enchaîné, Rafik Khelifa. L'Algérois de la fête, 10/04/2002 : « Monsieur Khelifa, l'homme d'affaires algérien, [...] "pèse" déjà 1 milliard de dollars [...]. Il ne circule que dans son jet privé, immatriculé à Dubaï. [...] Pour participer à une petite fiesta avec "Boutef", il a fait venir [...] Catherine Deneuve et Gérard Depardieu. Ce dernier pourrait produire bientôt un petit vin algérien en association avec l'excellent Khelifa. [...]

Fils de l'organisateur des services secrets algériens, l'homme d'affaires ne force pas sur la transparence financière. Le modeste péculé qu'il a amassé comme pharmacien ne suffit pas à expliquer qu'il se retrouve à la tête d'une flottille de 17 appareils, dont il loue certains à Air Liberté.... Ou encore qu'il songe à lancer une chaîne musicale dont les studios seraient à Paris, Alger et Beyrouth [...] ou à bâtir une vaste cité administrative de dizaines de milliers d'âmes à deux pas de la capitale algérienne. [...] Pour la première fois, le trésor de guerre pétrolier revient en investissement productif en Algérie, et pas dans les brasseries et hôtels parisiens. On ne va pas faire la fine bouche. »

[Comme en Russie, des milliardaires émergent d'une immense nappe souterraine d'argent public détourné sous le contrôle des services secrets – les mêmes qui ne reculent devant aucun crime politique pour préserver "l'ordre" du jour. Même si l'on se dit que c'est une fatalité, de là à aller la fêter... il faut l'estomac bien accroché de la fine fleur du cinéma français. La fameuse « exception culturelle »...]

Trois ressortissants algériens avaient porté plainte pour tortures en avril 2001 contre l'un des parrains du régime, le général Nezzar (cf. Billets, n° 92). Le fils de 22 ans de l'un des plaignants a été enlevé par des membres des services de sécurité. Le père a retiré sa plainte.]

Criminalité financière

Le Canard enchaîné, Les frégates de Taiwan remises à flot par la justice, 17/04/2002 (Nicolas BEAU) : « Puissant patron, pendant quatorze ans, du groupe Thomson, qui passait pour l'une des plus juteuses tireuses de la République, Alain Gomez [...] a été interpellé [...] et entendu comme témoin par le juge Renaud Van Ruymbeke dans l'affaire des fameuses frégates vendues à Taiwan au début des années 90. [...] Roland Dumas a évoqué le versement, à l'occasion de ce contrat, de quelque 500 millions de dollars de commissions occultes. [...] Longtemps freinée, l'enquête sur cette affaire semble s'accélérer : les 26 et 27 mars, le domicile de l'ex-patron de Thomson, [...] a été perquisitionné successivement par la gendarmerie militaire puis par les Douanes. [...]

Cette brutale mise en cause d'Alain Gomez s'explique notamment par les progrès accomplis par les enquêteurs suisses. Ils ont en effet retrouvé, voilà six mois, la trace du versement occulte de 250 millions de francs suisses effectué à [cette] occasion [...]. Depuis, l'enquête à Genève du juge Paul Perraudin a rapidement progressé. Une piste financière conduirait même, d'après le magazine *Marianne*, vers le Parti républicain à l'époque où Bush père, défenseur naturel des marchands d'armes américains, était candidat à sa réélection contre Clinton.

[... Confié à Eva Joly], ce dossier [...] sommeillait depuis des années. [...] L'ancienne chef de la section financière du parquet Anne-José Fulgeras a expliqué cette tiédeur par les menaces qu'aurait reçues la magistrate : "Tu comprends, j'ai des enfants", [lui] expliquait Eva Joly. »

[Bien qu'elle ait déclenché l'affaire Elf, celle des frégates la déborde largement. Elle est exemplaire à bien des titres. La mobilisation de la gendarmerie militaire pourrait s'expliquer par les attaches d'Alain Gomez avec le candidat Chevènement. Gomez en avait d'autres aux États-Unis. Certes, une part des énormes rétrocommissions dégagées par cette vente de navires français avait une destination hexagonale, mais il était difficilement concevable qu'un achat d'armes aussi considérable dans une île sous tutelle américaine, dont les Services secrets sont contrôlés par Washington, n'ait pas de retombées dans cette capitale.]

Le Journal du Dimanche, Scandale au pays du capitalisme roi, 14/04/2002 (Gilles DELAFON) : « *[Une action en justice a été entreprise le 8 avril à Houston] par les avocats de l'université de Californie contre les banques d'affaires. Actionnaire lésé par la faillite d'Enron, l'université de Californie a ajouté un dossier de 500 pages à sa première plainte. Un réquisitoire accablant contre neuf des plus prestigieux établissements de Wall Street : JP Morgan, Chase, Citigroup, Merrill Lynch, Credit Suisse Firs Boston, Canadian Imperial Bank of Commerce (CIBC), Bank of America, Barclays et Lehman Brothers.*

Selon l'accusation, ces banques auraient trompé les investisseurs [...] : "Elles ont utilisé leur compétence et leur réputation professionnelle pour aider des responsables d'Enron à faire grimper artificiellement le cours de l'action de l'entreprise et donner une bonne apparence de bonne santé financière et de rentabilité qui a incité les actionnaires à investir des milliards de dollars... En échange, ces firmes ont reçu des commissions atteignant des millions de dollars et certains de leurs dirigeants ont même exploité la situation pour s'enrichir personnellement", affirment les avocats de l'université de Californie. [...]

Les accusations [...] précises [...] détaillent comment, depuis cinq ans, les comptes ont été systématiquement truqués. Notamment en dissimulant les pertes dans les quelque 3 000 filiales du groupe dont 800 sont situées aux Caïman. Autant de montages sophistiqués qu'Enron a réalisés grâce aux conseils éclairés de ses banques conseils et des meilleurs avocats. [...]

"Au lieu de protéger le public de la fraude d'Enron, les banquiers ont choisi en connaissance de cause de devenir des partenaires de la tricherie... et pas seulement des participants, mais des profiteurs", accuse l'un des avocats de l'université [...].

À New York, [...] dans un autre dossier, l'attorney general (procureur) de l'État, Eliot Spitzer, accusait Merrill Lynch, première maison de courtage du monde, des mêmes dérives [...] autour de la "bulle Internet". »

[Si les professeurs américains ont quelque difficulté à obtenir réparation de ce genre d'arnaque, on imagine ce qu'il peut en être des habitants du Congo-Brazzaville et de l'Angola, écrasés par la guerre. Or la complicité entre les banques et les compagnies pétrolières dans l'expansion artificielle des dettes de ce pays procède de mécanismes tout à fait similaires, avec de succulentes commissions à la clé (cf. François-Xavier Verschave, L'envers de la dette. Criminalité politique et économique au Congo-Brazza et en Angola, Agone, 2001).

Il se trouve que la CIBC, rachetée par le Crédit agricole, est aux premières loges de ce festin. Rappelons ce mot du magicien de la pétrofinance Jack Sigolet, ex-président de la Fiba (la banque d'Elf et des valises à billets) : « Elf a énormément utilisé la CIBC, pour au moins 30 % des préfinancements que j'ai montés. Et il n'y a pas qu'Elf qui l'utilise, puisque Total a monté l'an dernier un préfinancement pour l'Angola à la CIBC, devenue Crédit Agricole International ».]

Libération, Le G7 ne veut plus de scénarios à l'argentine, 22/04/2002 (Pascal RICHIÉ) : « *Le G7 va tenter dans les mois qui viennent d'obliger les grandes banques privées à coopérer, en les menaçant, si d'aventure elles se dérobaient, d'adopter une attitude beaucoup plus contraignante : celle d'un tribunal international des faillites, qui imposerait autoritairement la restructuration de dettes [internationales]. La création d'un tel mécanisme de faillite, proposée par le n° 2 du FMI, Anne Krueger, serait sans doute la meilleure façon de faire peser un vrai risque sur les créanciers privés. Ceux-ci sauraient alors qu'ils peuvent perdre de l'argent en prêtant inconsidérément à des pays fragiles [alors que jusqu'ici c'est l'argent public qui paie la note]. Après une série de zigzags, le Trésor américain s'est opposé à un tel système, préférant faire confiance à la discipline collective des grandes banques de Wall Street. »*

[Il est évident que si elles devaient régler l'addition, les grandes banques hésiteraient à pousser les dictateurs d'Afrique et d'ailleurs à endetter leurs pays jusqu'au cou. L'idée d'Anne Krueger est donc un moyen de les responsabiliser. Le Trésor US ne le veut pas. Au vu de l'article précédent, on aura des doutes sur « la discipline collective des grandes banques de Wall Street ». Est par contre avérée la compromission de l'équipe Bush dans ces usines à gaz et autres pompes à fric, d'Enron à l'Angola et la péninsule arabeque ...]

LIRE

Jean-Paul Gouteux, *La nuit rwandaise*. Version illustrée : Izuba- Éditions et L'Esprit Frappeur (30 €), 688 p. de texte et 128 p. de documents visuels. Version sans illustration : L'Esprit Frappeur (10 €).

Sorti de presse le 17 avril, ce livre retrace l'implication française dans le troisième génocide du siècle. Nous le signalons immédiatement. Nous en rendrons compte dans notre prochain numéro.

Association Survie, 57 avenue du Maine, F75014-Paris - Directeur de la publication : François-Xavier Verschave - Imprimé par nos soins
Commission paritaire n° 76019 - Dépôt légal : Mai 2002 - ISSN 1155-1666 - Abonnement: 16 € (Étranger: 21 €)
Tél. (33 ou 0) 1 43 27 03 25 - Fax (33 ou 0) 1 43 20 55 58 - survie@wanadoo.fr